

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA VIENNE

Siège social : 185 avenue du 8 mai 1945
86000 POITIERS

N° SIRET : 347 574 931 00023
Code APE : 8899B

CONSEIL
EXPERTISE
COMPTABLE
AUDIT
SOCIAL
FISCAL
GESTION
FORMATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

SOMMAIRE

Page n° :

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

1 à 4

COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025

- Bilan actif
- Bilan passif
- Compte de résultat
- Annexe

BANQUE ALIMENTAIRE DE LA VIENNE

Siège social : 185 avenue du 8 mai 1945
86000 POITIERS

N° SIRET : 347 574 931 00023
Code APE : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

Aux membres de l'assemblée générale de l'association BANQUE ALIMENTAIRE DE LA VIENNE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BANQUE ALIMENTAIRE DE LA VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

.../...



.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2023-03 et ANC n° 2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

IV. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés de la justification des subventions d'exploitation comptabilisées par rapprochement aux conventions les concernant et du respect du principe de séparation des exercices.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

.../...

.../...

VI. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VII. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

.../...

.../...

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Pour la SAS DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux comptes,
Christine JANET

Signé par Christine Janet
Le 26 mai 2026

DUO
SOLUTIONS doc_dQoM
tx_Yyv2x4EV84GO

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	129	129			
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	276 392	223 974	52 418	74 826	- 22 408
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	100		100		100
Prêts					
Autres immobilisations financières	4 000		4 000	4 000	
TOTAL (II)	280 621	224 103	56 518	78 826	- 22 308
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 227	12 864	32 363	39 994	- 7 631
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	34 160		34 160	69 555	- 35 395
Charges constatées d'avance	178		178		178
Valeurs mobilières de placement	115 050		115 050	115 000	50
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	224 670		224 670	199 783	24 887
TOTAL (III)	419 284	12 864	406 420	424 333	- 17 913
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	699 905	236 967	462 938	503 159	- 40 221

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	85 000	85 000	
. Autres			
Report à nouveau	162 472	205 909	- 43 437
Excédent ou déficit de l'exercice	-25 741	-43 437	17 696
Situation nette (sous total)	221 731	247 472	- 25 741
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	63 960	65 671	- 1 711
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	285 691	313 143	- 27 452
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	119 580	136 147	- 16 567
TOTAL (II)	119 580	136 147	- 16 567
PROVISIONS			
Provisions pour risques		2 103	- 2 103
Provisions pour charges	1 128		1 128
TOTAL (III)	1 128	2 103	- 975
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 155	29 859	5 296
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	19 665	17 618	2 047
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	1 719	4 289	- 2 570
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	56 539	51 766	4 773
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	462 938	503 159	- 40 221
ENGAGEMENTS REÇUS			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
ENGAGEMENTS DONNÉS			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	136 657	131 990	4 667	3,54
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	313		313	N/S
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services				
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	207 106	315 772	- 108 666	-34,41
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	80 441	87 142	- 6 701	-7,69
. Mécénats	23 122	6 425	16 697	259,88
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières	63 016	58 571	4 445	7,59
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	975	8 830	- 7 855	-88,96
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	136 147	68 138	68 009	99,81
Autres produits	31	10 695	- 10 664	-99,71
Total des produits d'exploitation (I)	647 809	687 563	- 39 754	-5,78
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	104 037	110 930	- 6 893	-6,21
Variations stocks		19 156	- 19 156	-100
Autres achats et charges externes	258 775	278 047	- 19 272	-6,93
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	6 222	6 344	- 122	-1,92
Salaires et traitements	139 272	145 984	- 6 712	-4,60
Cotisations sociales	14 736	26 749	- 12 013	-44,91
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	35 272	15 981	19 291	120,71
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corpor. cédées				
Reports en fonds dédiés	119 580	136 147	- 16 567	-12,17
Autres charges	6	7	- 1	-14,29
Total des charges d'exploitation (II)	677 900	739 346	- 61 446	-8,31
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	-30 091	-51 783	21 692	41,89
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	5 187	5 388	- 201	-3,73
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	5 187	5 388	- 201	-3,73

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	5 187	5 388	- 201	-3,73
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-24 904	-46 396	21 492	46,32
PRODUITS EXCEPTIONNELS		6 010	- 6 010	-100
Total des produits exceptionnels (V)		6 010	- 6 010	-100
CHARGES EXCEPTIONNELLES		2 300	- 2 300	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		2 300	- 2 300	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		3 710	- 3 710	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	837	751	86	11,45
Total des produits (I + III + IV)	652 996	698 960	- 45 964	-6,58
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	678 737	742 397	- 63 660	-8,57
EXCEDENT OU DEFICIT	-25 741	-43 437	17 696	40,74
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	3 510 815	2 960 210	550 605	18,60
Prestations en nature				
Bénévolats	600 775	553 342	47 433	8,57
Total	4 111 590	3 513 552	598 038	17,02
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	3 510 815	2 960 210	550 605	18,60
Prestations en nature				
Personnel bénévole	600 775	553 342	47 433	8,57
Total	4 111 590	3 513 552	598 038	17,02

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

Description de l'objet social de l'entité :

Collecte, gestion et partage des denrées alimentaires pour aider l'homme à se restaurer.

L'action des banques alimentaires se fonde sur la gratuité, le don, le partage, le bénévolat et le mécénat.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Mise à disposition des denrées alimentaires pour des personnes défavorisées.

Description des moyens mis en œuvre :

La répartition des produits alimentaires ou de premières nécessités se fait dans le cadre d'une association sans but lucratif louant un entrepôt répartis en chambres froides, salles de stockages et bureaux administratifs. Le financement est assuré par des subventions, des participations des communes et des dons.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 462 938,38 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 25 741,23 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;

Changement de méthodes comptables

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC 2023-03 en lien avec le règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement ANC 2014-03 et 2018-06 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation :

- Le résultat exceptionnel répond à une nouvelle définition qui le limite aux opérations résultant d'un événement majeur et inhabituel, ainsi qu'aux provisions réglementées, corrections d'erreurs et changements de méthode comptable.
- La technique des transferts de charges n'est plus utilisée.
- Bilan et compte de résultat 2025, doivent être présentés conformément aux nouveaux modèles imposés par le Règlement, en ce compris la colonne comparative 2024.

Les modifications de présentation du bilan et du compte de résultat 2024 rendues nécessaires pour que leur structure soit identique en 2025 et 2024 sont les suivantes :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, présentés sur plusieurs lignes en 2024, sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles »
- Reclassements :
 - o La quote part de subvention d'investissement n'est plus comptabilisée en 757100 (autres produits pour 10 687 €) mais en 747000 (Concours publics et subventions d'exploitation pour 17 711 €).
 - o Les transferts de charges ont été comptabilisés en moins des comptes de charges.
 - o Les changement des numéros et des libellés de compte à la demande de la Fédération Française des Banques Alimentaires.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

L'association a mis en oeuvre la comptabilisation des immobilisations par composants :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- La comptabilité répond au règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations. Les impacts du nouveau règlement appliqué sur les comptes 2020 portent principalement sur les contributions volontaires.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

La provision a été calculée en tenant compte des taux de rotation du personnel, des probabilités de présence du personnel dans l'association le jour de leur départ à la retraite, du taux de revalorisation des salaires et des taux d'actualisation.

Le montant des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière a été calculé conformément aux usages. L'activité de l'association, dont le code NAF est 8899B, ne relève d'aucune convention collective et donc se voit appliquer le « droit du travail ».

Les caractéristiques de la provision sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 2,25 %
- Initiative du départ : Salarié
- Age de départ : 62 ans
- Méthode de calcul : Rétrospective prorata temporis.
- L'effectif retenu est l'effectif présent au 31/12/25, soit 8 salariés.

Indemnités de fin de carrière : 25 351 €

Valeur probable des indemnités à verser : 17 228 €

Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 9 182 €

Dette actuarielle : 1 128 €

Contributions volontaires :

Le travail des personnes bénévoles peut être chiffré à la somme de 600 775 Euros (soit 17 330 heures).

Celui-ci a été valorisé de la façon suivante :

- o Cadre : 3 x 1,5 SMIC
- o Direction : 5 x 1,5 x SMIC
- o Employé : 1,2 x 1,5 x SMIC

Pour un SMIC à 11,88 €

Des denrées ont été reçues à titre gracieux pour un montant global de 3 510 815 € (812 688,76 kg x 4,32 €).

Le coût de la Mercuriale est le suivant :

- o En 2024 : 4,17 €/kg
- o En 2025 : 4,32 €/kg
- o En 2026 : 4,20 €/kg

Le montant total des contributions volontaires s'élève à la somme de 4 111 590 €.

Les frais dont les bénévoles n'ont pas demandé le remboursement et qui ont fait l'objet de dons par ces derniers sont de 76 948 €.

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations (en valeurs brutes)

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	129			129
TOTAL I	129			129
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	35 580			35 580
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	31 070			31 070
Matériel de transport	190 109			190 109
Matériel de bureau et informatique	20 620		987	19 633
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	277 379		987	276 392
TOTAL GENERAL (I+II)	277 508		987	276 521

Amortissements

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	129			129
Immobilisations corporelles	202 553	22 408	987	223 974
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	202 682	22 408	987	224 103

Immobilisations (en valeurs nettes)

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	74 826		987	52 418
Immobilisations financières	4 000	100		4 100
TOTAL	78 826	100	987	56 518

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	4 000		4 000
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	45 227	45 227	
Autres créances	34 160	34 160	
Charges constatées d'avance	178	178	
TOTAL	83 564	79 564	4 000

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	691
Subventions/financements	200
Autres produits à recevoir	33 960
TOTAL	34 851

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers		12 864		12 864
Comptes financiers				
TOTAL		12 864		12 864

Annexes aux comptes annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Réserves projets associatifs	85 000,00			85 000,00
Report à nouveau	205 909,34	0	43 436,98	162 472,36
Subvention d'investissement	65 670,63	16 000,00	17 711,00	63 959,63
TOTAL	356 579,97	16 000,00	61 147,98	311 431,99

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Achats de denrées	101 157		101 157		61 965	61 965	
Salaire Proxidon	34 990		34 990		33 742	33 742	
Projet extension					23 873	23 873	
TOTAL	136 147		136 147		119 580	119 580	

Subventions de fonctionnement / Contributions financières dédiées ou non

Organisme	Montants octroyés	Périodes	Reçues	A recevoir	Non encore utilisée
Subvention Conseil Départemental	48 600	2025	48 600		
Action Proxidon	7 692	2025	7 692		
Subv FSE logistique	6 563	2025	0	6 563	
Subv FSE accompagnement	6 563	2025	0	6 563	
Subvention Abana Alimentaire	0	2025	0		
Subv Prefet de la Vienne	80 000	2025	80 000		
Subv des communes	60 795	2025	60 595	200	
Non encore utilisée					119 580
TOTAL	210 213		196 887	13 326	119 580

Détail des dons

Nom	Montant
Dons des particuliers	14 817
Abandon des frais bénévoles	76 948
Dons des entreprises	51 746
FFBA fonctionnement autre que FSE	2 250
TOTAL	145 761

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour retraite	2 103			975	1 128
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Total	2 103	-	-	975	1 128

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	35 155	35 155		
Dettes fiscales et sociales	19 665	19 665		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 719	1 719		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	56 539	56 539		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	9 938
Dettes fiscales et sociales	13 807
Autres dettes	1 719
TOTAL	25 465

Annexes aux comptes annuels (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des cadres dirigeants**

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 0 €.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	0
Non cadres	5
TOTAL	5

Honoraires du commissaire aux comptes

	Commissaire aux comptes 1
Honoraires afférents à la certification des comptes	5 533
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	
Total	5 533

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce